

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ**ABONNEMENTS**

Togo, France & Colonies	1 an	6 mois
Ordinaire	1.400 fr.	650 fr.
Avion	3.000 fr.	1.400 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.400 fr.	800 fr.
Avion	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 60 f. Par porteur ou par la poste : 25 f. Togo-France & Colonies : 25 f. Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	50 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 29 décembre 1956

MINISTRE FRANCE OUTREMER
27 RUE OUDINOT — PARIS

N° 629/CAB/PM. — Vous adresse au nom Gouvernement Togolais tous nos souhaits réussite et prospérité pour l'année 1957 et vous renouvelle chaleureux remerciements et vifs sentiments gratitude pour l'aide apportée généreusement à la création de la République Autonome.

GRUNITZKY

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Paris, le 31 décembre 1956

PREMIER MINISTRE RÉPUBLIQUE AUTONOME TOGO — LOMÉ

N° 50180 — Au début de cette nouvelle année qui s'ouvre sous le signe d'une amitié Franco Togolaise riche de promesses je tiens à adresser à votre personne au conseil des Ministres de la République Autonome et au peuple togolais tout entier mes vœux chaleureux pour le succès de votre tâche — la prospérité de la République Togolaise et le développement de la communauté créée entre nos deux pays Haute considération.

DEFFRE

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 28 décembre 1956

MINPRESID

à TOUS COMMERCE ET CHEFS

N° 615/CAB/PM. — Occasion nouvelle an vous adresse ainsi qu'à population cercle nos vœux de santé et prospérité — Vous prie assurer vos administrés de la sollicitude du gouvernement de la République Autonome du Togo qui au cours de l'année 1957 mettra tout en œuvre pour améliorer conditions d'existence populations rurales et assurer avenir de la jeunesse laborieuse — Comptons sur collaboration de tous pour mener à bien promotion humaine morale et matérielle.

GRUNITZKY

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 29 décembre 1956

PRÉSIDENT RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — PARIS

N° 627 /CAB/ PM. — Monsieur le Président, en tant que Premier Ministre de la République Autonome du Togo, c'est avec une vive satisfaction que je viens, à l'occasion de la nouvelle année, vous exprimer, avec les vœux de la République et du Gouvernement Togolais, les souhaits que je forme pour vous-même ainsi que pour la grandeur et la prospérité de la France.

J'ai la conviction que la République Autonome qui est née de la volonté commune des peuples Français et Togolais continuera son ascension politique pendant l'année 1957 et que le Togo poursuivra son essor aux côtés de la France dont l'appui confiant lui permettra de consolider à jamais sa foi dans l'avenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

GRUNITZKY

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 29 décembre 1956

PRÉSIDENT CONSEIL DES MINISTRES — PARIS

N° 628/CAB/PM. MONSIEUR LE PRÉSIDENT, Je vous prie d'agréer pour 1957, les vœux que je forme à votre adresse, en mon nom et au nom de mon Gouvernement, dans la conviction que l'année nouvelle vous permettra de persévérer dans la voie qui a été la vôtre en 1956 et que vous suivez en vue d'assurer la grandeur et la prospérité de la vaste communauté française.

Persuadé qu'avec l'aide de la France, la République Autonome du Togo poursuivra son ascension dans les domaines politique, économique et financier, je suis heureux de saisir cette occasion de vous redire notre profonde satisfaction de la nouvelle orientation donnée à nos relations politiques, de vous en marquer à nouveau notre reconnaissance et de vous assurer de l'indéfectible amitié du peuple Togolais pour le peuple Français.

En vous demandant de bien vouloir transmettre aux membres du Gouvernement Français, les souhaits de la République et du Gouvernement Togolais, je tiens à vous renouveler, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

GRUNITZKY

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Dakar, le 29 décembre 1956

HAUSSAIRE

à MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
du Togo — LOMÉ

N° 51770 — Au nom de l'Afrique occidentale française et en mon nom personnel je salue l'année de votre promotion politique et je forme les vœux les plus sincères pour vous-même et pour la République du Togo.

CUSIN

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 4 Janvier 1957

PREMIER MINISTRE TOGO

à HAUSSAIRE — DAKAR

N° 4/T/PM. Vous remercie au nom gouvernement et population Togo de vos souhaits de nouvel an et vous adresse vœux les plus sincères pour vous-même et pour Afrique Occidentale Française — République.

SOMMAIRE

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

1956

- | | | | |
|-------------|---|---|---|
| 30 novembre | — | Arrêt n° 56-7 rendant exécutoire la délibération n° 14/ATT. du 30 avril 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo accorde l'aval de la République Autonome du Togo à une demande d'emprunt de la circonscription d'Anécho | 4 |
| 30 novembre | — | Arrêt n° 56-8 rendant exécutoire la délibération n° 5/CP/ATT. du 13 juin 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant autorisation de l'aval du Territoire à une demande d'emprunt présentée par la Commune-Mixte de Lomé auprès de la Caisse Centrale de la France d'outre-mer | 4 |
| 30 novembre | — | Arrêt n° 56-9 rendant exécutoire la délibération n° 54/ATT. du 9 décembre 1955 autorisant l'aval de la République Autonome du Togo au prêt d'une somme de 6.900.000 de francs CFA., sollicité par la circonscription de Kinto auprès de la Caisse Centrale de la France d'outre-mer | 5 |
| 30 novembre | — | Arrêt n° 56-14 portant modification au tarif spécial PV n° 5 du Recueil Général des tarifs du CFT., ainsi qu'au chapitre III des tarifs généraux | 8 |
| 7 décembre | — | Arrêt n° 56-10 rendant exécutoire la délibération n° 10/CP/ATT. du 30 juillet 1956 autorisant la cession à bail à la Société Unicomer, Etablissements R. Eyehenne d'un terrain domanial de 534 m2. environ, sis à Atakpamé, et faisant partie du titre foncier n° 1412 TT. | 5 |
| 7 décembre | — | Arrêt n° 56-11 rendant exécutoire la délibération n° 11/CP/ATT. du 30 juillet 1956 autorisant la cession à bail à la Compagnie Française de | |

	Distribution des Pétroles en Afrique d'un terrain domanial de six ares trois centiares environ, sis à Atakpamé, et faisant partie du titre foncier n° 1412 TT.	6
7 décembre	— Décret n° 56-12 rendant exécutoire la délibération n° 12/CP/ATT. du 30 juillet 1956 autorisant la cession amiable à la Société de Prévoyance de Sausanné-Mango d'une parcelle d'un terrain domanial d'une superficie de 37 ares 20 centiares à distraire du titre foncier n° 2757 TT.	7
7 décembre	— Décret n° 56-13 rendant exécutoire la délibération n° 13/CP/ATT. du 30 juillet 1956 autorisant l'échange d'un terrain de 60 ares environ appartenant au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance du Togo, sis à Tokoin, faisant l'objet du titre foncier n° 3079 TT, contre une parcelle de 52 ares environ à distraire du titre foncier n° 511 de Lomé appartenant à la République Autonome du Togo	7
7 décembre	— Décret n° 56-15 portant modification au tarif spécial PV n° 9 du Recueil Général des tarifs du C.F.T.	10
7 décembre	— Décret n° 56-16 portant modification au tarif spécial PV n° 15 du Recueil Général des tarifs du C.F.T.	11
7 décembre	— Décret n° 56-18 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 51/ATT. du 29 août 1956 fixant la liste des matériels et des fournitures susceptibles d'être admis exceptionnellement en exonération douanière durant une période limitée, lorsqu'ils sont destinés à une industrie nommément agréée, ayant une importance particulière pour le développement et la modernisation du Territoire	12
7 décembre	— Décret n° 56-19 fixant pour l'année scolaire 1956-1957 le taux annuel des bourses locales	16
7 décembre	— Décret n° 56-20 portant approbation d'affectation de crédits sans emploi du budget de la circonscription de Lama-Kara. Exercice 1956	16
7 décembre	— Décret n° 56-21 portant approbation de modifications au budget primitif de la circonscription de Mango. Exercice 1956	16
7 décembre	— Décret n° 56-22 portant approbation de modifications au budget primitif de la circonscription de Dapango. Exercice 1956	17
19 novembre	— Arrêté interministériel n° 5/ITM. modifiant l'arrêté n° 5/ITM. fixant la composition des Cabinets ministériels.	17
14 décembre	— Arrêté conjoint n° 1/HC/PM. fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives en ce qui concerne la coordination des Services de la République Française et de la République Autonome du Togo	18

Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, maintien en position de disponibilité, détachements, constatant absences, suspensions de fonctions et admission à la retraite	18
---	----

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

7 décembre	— Arrêté n° 3/PM/Int. portant approbation d'une délibération de la Commission municipale de Lomé.	21
8 décembre	— Arrêté n° 4/PM/Int. ordonnant le recensement de la population des cantons de Gadja et Agotimé-Sud (Cercle de Klouto)	21
15 décembre	— Arrêté n° 6/PM/Int. émettant la liste des fonctionnaires habilités à délivrer le visa des actes sous seing privé constituant des prêts d'argent.	22
Arrêté et décision portant nomination et interdiction de séjour		22

MINISTÈRE DES FINANCES

13 décembre	— Arrêté n° 15/MF/F. constituant un sous-ordonnateur pour les dépenses effectuées dans la métropole au titre des divers budgets s'exécutant dans la République Autonome du Togo et désignant un comptable assignataire pour ces mêmes dépenses	22
-------------	--	----

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant recrutement, engagements, titularisation, reprise de service, prolongation de services, admission au CAP et au brevet élémentaire, accordant une aide scolaire et acceptant démission.	22
---	----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Arrêté portant mutation.	24
----------------------------------	----

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté portant modification d'une commission.	24
---	----

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

22 novembre — Arrêté n° 74/MEP. portant création d'une caisse d'avance.	25
Décision portant nomination du régisseur de la caisse d'avance.	25

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décisions portant affectations.	25
---	----

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Décisions portant recrutements.	25
---	----

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS

1956

- 15 novembre — Loi n° 56-1148 modifiant l'article 640 du code d'instruction criminelle (Arrêté de promulgation n° 808-56/C. du 10 décembre 1956). 26

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

- 19 novembre — Arrêté interministériel fixant l'échelonnement indiciaire des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer (Arrêté de promulgation n° 805-56/C. du 4 décembre 1956). 26
- 23 novembre — Décret n° 56-1216 modifiant le décret n° 54-898 du 1^{er} septembre 1954 portant attribution d'une indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires et gardes de nuit aux fonctionnaires du corps des chiffreurs en service dans les territoires relevant des ministères de la France d'outre-mer et des affaires étrangères (relations avec les Etats associés) (Arrêté de promulgation n° 809-56/C. du 10 décembre 1956). 27

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

- Arrêtés et décision portant inscription au tableau d'avancement, passage à l'échelon supérieur et obtention du diplôme de fin d'études de l'école de sages-femmes africaines. 28

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

- Arrêtés portant nomination des assesseurs près le Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé pour l'année 1957 et mise à la retraite. 28

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

- Société J. HEUDEBERT & Cie et Société Africaine de Représentations Industrielles Réunies 29
- Avis de perte. 31

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTÈRE

DECRET N° 56-7 du 30 novembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 14/ATT. du 30 avril 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo

accorde l'aval de la République Autonome du Togo à une demande d'emprunt de la Circonscription d'Anécho.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la délibération n° 14/ATT. du 30 avril 1956;

Vu la loi n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoires par décret pris en conseil des ministres, les délibérations de l'ancienne Assemblée territoriale du Togo;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 14 ATT/ du 30 avril 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo accordant l'aval de la République Autonome au prêt de Treize (13) Millions de Francs CFA. sollicité par le Conseil de Circonscription d'Anécho, auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, pour la construction de six marchés couverts.

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 30 novembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p.i.,
A. MÉATCHI.

DECRET N° 56-8 du 30 novembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 5/CP/ATT du 30 juin 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant autorisation de l'aval du Territoire à une demande d'emprunt présentée par la Commune-Mixte de Lomé auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 46-2878 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo, notamment en ces articles 33, 34 et 35.

Vu la loi togolaise n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoires par décret pris en conseil des ministres, certaines délibérations de l'ancienne Assemblée territoriale du Togo;

Vu la délibération n° 5/CP/ATT. du 13 juin 1956 par laquelle la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo accorde l'aval du Territoire du Togo à une demande d'emprunt de la Commune-Mixte de Lomé;

Le conseil des ministres entendu en sa séance du 30 novembre 1956;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 5/CP/ATT du 13 juin 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant autorisation de l'aval du Territoire à une demande d'emprunt de Dix Millions de Francs CFA. (10.000.000) présentée par la Commune-Mixte de Lomé auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 30 novembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances par intérim,
A. MEATCHI.

DECRET N° 56-9 du 30 novembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 54/ATT. du 9 décembre 1955 autorisant l'aval de la République Autonome du Togo au prêt d'une somme de 6.960.000 de Francs CFA., sollicité par la Circonscription de Klouto auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la délibération n° 54/ATT. du 9 décembre 1955;

Vu la loi n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant les Gouvernements à rendre exécutoires, certaines délibérations de l'ancienne Assemblée Territoriale du Togo;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 54/ATT. du 9 décembre 1955 par laquelle l'Assemblée Territoriale du Togo accorde l'aval de la République Autonome à une demande d'emprunt de Six Millions Neuf Cent Soixante Mille Francs CFA. (6.960.000 Frs.) de la Circonscription de Klouto à la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer pour la construction et l'aménagement de marchés couverts dans douze villages de brousse.

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 30 novembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances par intérim;

A. MEATCHI.

DECRET N° 56-10 du 7 décembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 10/CP/ATT. du 30 juillet 1956 autorisant la cession à bail à la Société Unicomer Etablissements R. Eychenne d'un terrain domanial de 534m2 environ sis à Atakpamé et faisant partie du titre foncier n° 1412 TT.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoires par décret certaines délibérations de l'ancienne Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo ensemble l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application et les textes modificatifs subséquents;

Vu la délibération n° 10/CP/ATT. du 30 juillet 1956.

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 10/CP/ATT du 30 juillet 1956, autorisant la cession à bail à la Société Unicomer Etablissements R. Eychenne d'un terrain domanial de 534m2 environ sis à Atakpamé et faisant partie du titre foncier n° 1412 ATT.

ART. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports, des mines, des domaines et des transmissions, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

DELIBERATION N° 10/CP/ATT. du 30 juillet 1956 par laquelle la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo autorise la cession à bail par le Territoire à la Société Unicomer Etablissements R. Eychenne d'un terrain domanial de 534m2 environ sis à Atakpamé et faisant partie du Titre Foncier n° 1412 T.T.

La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée Représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo et arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu la copie du Titre Foncier n° 1412/TT.;

Vu la délibération n° 39/ATT. du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée territoriale a délégué spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente en vue d'autoriser la cession à bail par le Territoire du Togo à la Société UNICOMER Etablissements R. Eyehenne d'un terrain domanial de 5 ares 34 cas environ sis à Atakpamé et faisant partie du Titre Foncier n° 1412/TT.;

Vu le Contrat de bail qui lui a été présenté.

Vu le rapport n° 85/DOM. du 19 juillet 1956 du Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 30 juillet 1956 les dispositions dont le texte suit :

ARTICLE UNIQUE. — La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo :

1^o — Autorise le Territoire à céder à bail à la Sté Unicomer Etablissements R. Eyehenne un terrain sis à Atakpamé, d'une surface de 534 m² environ.

Lequel terrain fait partie du Titre Foncier n° 1412 inscrit au Livre Foncier du Territoire du Togo au nom du Territoire.

2^o — Dit que le terrain objet de la location ne pourra être utilisé par le locataire, sous peine de déchéance et sans indemnité, qu'à l'établissement d'une station de distribution de carburants et lubrifiants; ainsi qu'il est spécifié dans le contrat de bail présenté.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 30 juillet 1956.

Le Président de la Commission Permanente:
G. TALLÉ

Le Secrétaire;
J. FIGAH.

DECRET N° 56-11 du 7 décembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 11/CP/ATT du 30 juillet 1956 autorisant la cession à bail à la Compagnie Française de Distribution des Pétroles en Afrique d'un terrain domanial de Six ares Trois centiares environ sis à Atakpamé et faisant partie du Titre Foncier n° 1412 TT.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoires par décret, certaines délibérations de l'ancienne Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo ensemble l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application et les textes modificatifs subséquents;

Vu la délibération n° 11/CP/ATT. du 30 juillet 1956.

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 11/CP/ATT. du 30 juillet 1956, autorisant à bail à la Compagnie Française de Distribution des Pétroles en Afrique, d'un terrain domanial de : Six ares Trois centiares environ sis à Atakpamé et faisant partie du Titre Foncier n° 1412 TT.

ART. 2. — Le présent décret sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DELIBERATION N° 11/CP/ATT. du 30 juillet 1956 par laquelle la Commission Permanente du Togo autorise la cession à bail par le Territoire à la Compagnie Française de Distribution des Pétroles en Afrique d'un terrain domanial de 6 ares 03 centiares environ sis à Atakpamé et faisant partie du Titre Foncier n° 1412 ATT.

La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo.

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la copie du Titre Foncier n° 1412/TT.

Vu la délibération n° 35/ATT. du 24 mai 1956 par laquelle l'Assemblée Territoriale a délégué spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente pour autoriser la cession à bail par le territoire à la C.F.D.P.A. d'un terrain domanial de 6 ares 03 cas environ sis à Atakpamé et faisant partie du Titre Foncier n° 1412/TT.

Vu le contrat de bail qui lui a été présenté.

Vu le rapport de présentation n° 86/DOM. du 19 juillet 1956 du Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 30 juillet 1956 les dispositions dont le texte suit.

ARTICLE UNIQUE. — La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo :

1^o — Autorise le Territoire à céder à bail à la Compagnie Française de Distribution des Pétroles en Afrique (C.F.D.P.A.) un terrain sis à Atakpamé d'une surface de 603 m² environ situé à l'angle de la Route de Lomé à Sokodé et de la Rue de l'Hôpital entre la route et le ruisseau l'Ike, immatriculé

sous une plus grande contenance au Livre Foncier du Territoire du Togo sous le n° 1412.

1^{2o}/ — Dit que le terrain objet de la location ne pourra être utilisé par le locataire sous peine de déchéance et sans indemnité qu'à l'établissement d'une station de Distribution de carburants et lubrifiants.

Fait et délibéré en séance publique le 30 juillet 1956.

Le Président de la Commission Permanente,
G. TALLÉ

Le Secrétaire;
J. FIGAR.

DECRET N° 56-12 du 7 décembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 12/CP/ATT du 30 juillet 1956 autorisant la cession amiable à la Société de Prévoyance de Sansanné-Mango d'une parcelle d'un terrain domanial d'une superficie de 37 ares 20 centiares à distraire du Titre Foncier n° 2757 TT.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoire par décret, certaines délibérations de l'ancienne Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo ensemble l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application et les textes modificatifs subséquents;

Vu la délibération n° 12/CP/ATT. du 30 juillet 1956;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 12/CP/ATT. du 30 juillet 1956, autorisant la cession amiable à la Société de Prévoyance de Sansanné-Mango d'une parcelle de terrain domanial urbain non bâti d'une superficie de Trente-sept ares vingt centiares environ sis à Sansanné-Mango à distraire du Titre Foncier n° 2757 TT.

ART. 2. — Le présent décret sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 décembre 1956.
N. GRUNITZKY

DELIBERATION N° 12/CP/ATT. du 30 juillet 1956 par laquelle la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo autorise la cession amiable à la Société de Prévoyance de Sansanné-Mango d'une parcelle d'un terrain domanial d'une superficie de 37 ares 20 centiares à distraire du Titre Foncier n° 2757 TT.

La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du Domaine et du Régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu la copie du titre foncier n° 2757 TT.;

Vu la délibération n° 34/ATT. du 24 mai 1956, par laquelle l'Assemblée Territoriale a délégué spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente en vue d'autoriser la cession amiable à la Société de Prévoyance de Sansanné-Mango d'une parcelle d'un terrain domanial de 37 ares 20 centiares à distraire du titre foncier n° 2757 TT.;

Vu le contrat de vente amiable qui lui a été présenté;

Vu le rapport n° 87/Dom. du 19 juillet 1956 du Commissaire de la République au Togo;

Le conseil de Gouvernement entendu,

A adopté dans sa séance du 30 juillet 1956, les dispositions dont le texte suit :

ARTICLE UNIQUE. — La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo :

1^o/ — Autorise le Territoire à céder à l'amiable pour le prix symbolique de un Franc à la Société de Prévoyance de Sansanné-Mango, une parcelle de terrain domanial urbain non bâti d'une superficie de Trente sept ares vingt centiares environ sis à Mango à distraire du Titre Foncier n° 2757 TT.

2^o/ — Dit que la présente cession n'est autorisée qu'à charge pour le cessionnaire, sous peine de déchéance, d'y construire des maisons d'habitation destinées à des locations-ventes.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 30 juillet 1956.

Le Président de la Commission Permanente;
G. TALLÉ

Le Secrétaire;
J. FIGAR.

DECRET N° 56-13 du 7 décembre 1956 rendant exécutoire la délibération n° 13/CP/ATT du 30 juillet 1956 autorisant l'échange d'un terrain de 60 ares environ appartenant au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance, sis à Tokoin, faisant l'objet du Titre Foncier n° 3079 TT, contre une parcelle de 52 ares environ à distraire du Titre Foncier n° 511 Lomé appartenant à la République Autonome du Togo.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi n° 56-3 du 9 novembre 1956 autorisant le Gouvernement à rendre exécutoire par décret certaines délibérations de l'ancienne Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo ensemble l'arrêté n° 107 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application et les textes modificatifs subséquents;

Vu la délibération n° 13/CP/ATT. du 30 juillet 1956;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines Domaines et Transmissions;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 13/CP/ATT du 30 juillet 1956 autorisant l'échange d'une parcelle de terrain de : Cinquante-deux ares environ à distraire du Titre Foncier n° 511 de Lomé contre un terrain de Soixante ares environ sis à Tokoin appartenant au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance du Togo et faisant l'objet du Titre Foncier n° 3079 ATT.

ART. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports, des mines, des domaines et des transmissions, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

DELIBERATION N° 13/CP/ATT. du 30 juillet 1956 par laquelle la Commission Permanente autorise l'échange du terrain de 60 ares environ appartenant au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance faisant l'objet du Titre Foncier n° 3079 TT, contre une parcelle de 52 ares environ à distraire du Titre Foncier n° 511 de Lomé appartenant au Territoire du Togo.

La Commission Permanente de l'A.T.T.,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant organisation du Domaine et du régime des terres domaniales au Togo et l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret;

Vu les Titres Fonciers n° 511 de Lomé et n° 3079 du territoire du Togo;

Vu la délibération n° 56/ATT. du 9 décembre 1955, par laquelle l'Assemblée Territoriale a délégué spécialement ses pouvoirs à sa Commission Permanente en vue d'autoriser l'échange d'une parcelle de 50 ares environ du Titre 511 de Lomé contre un terrain de 60 ares environ alors en cours d'immatriculation appartenant au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance du Togo et faisant actuellement l'objet du Titre Foncier n° 3079/TT.

Vu le rapport n° 88/DOM. du 19 juillet 1956 du Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 30 juillet 1956, les dispositions dont le texte suit :

ARTICLE UNIQUE. — La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale au Togo autorise le Territoire à échanger une parcelle de terrain d'une superficie de 50 ares environ à distraire du Titre Foncier n° 511 de Lomé situé à Lomé au Sud de la Voie ferrée de Lomé-Anécho entre les Rues du Champ de Courses à l'Ouest et du Maréchal Bugeaud à l'Est,

Contre un terrain d'une superficie de 60 ares environ sis à Lomé-Tokoin appartenant au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance du Togo faisant l'objet du Titre Foncier n° 3079 ATT.

Le nouveau terrain ainsi acquis est affecté au Service de l'Agriculture du Togo pour y construire une usine de désinsectisation.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 30 juillet 1956.

Le Président de la Commission Permanente de l'A.T.T.
G. TALLÉ

Le Secrétaire,
J. FIGAN.

DECRET N° 56-14 du 30 novembre 1956 portant modification au tarif spécial PV n° 5 du recueil général des tarifs du C.F.T., ainsi qu'au Chapitre III des tarifs généraux.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre des T.P., Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des chemins de fer de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1949 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil des tarifs du CFT. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu le rapport en conseil du Réseau du 17 août 1956;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif spécial PV n° 5 relatif au transport du ciment, matériaux de construction, produits métallurgiques, etc... est modifié par la création de prix fermes pour les relations Lomé PV ou Bout du Wharf à Atakpamé, et Lomé PV ou Bout du Wharf à Palimé, applicables aux chapitres 2^o et 3^o.

Le paragraphe 4^o des conditions d'application du même tarif spécial est modifié pour tenir compte des créations ci-dessus.

ART. 2. — Le chapitre III des tarifs généraux pour le transport des marchandises (tarif général par wagon), actuellement en vigueur, est annulé et remplacé par un nouveau chapitre III comportant 2 paragraphes et des conditions d'application particulières.

ART. 3. — Le tarif spécial PV n° 5, dans ses parties modifiées et le nouveau chapitre III des tarifs généraux, figurent en annexe au présent décret.

ART. 4. — Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} octobre 1956, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 30 novembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

F. MAMA.

MODIFICATION au tarif spécial PV n° 5. Matériaux et pièces pour construction, produits métallurgiques, instruments et machines agricoles ou industrielles, matériel de Chemin de Fer, déchets de métaux.

2^o — *Ciment importé et pièces pour construction, à l'exception des produits métallurgiques.*

A) pour les transports effectués au départ de Lomé PV pendant la période du 15 mai au 15 novembre de chaque année.

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^{es} de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne et par kilomètre Frs 9.00

Prix fermes :

a) — Bout du Wharf — Blitta : F. 1.750 la T.

Bout du Wharf — Atakpamé : F. 1.100 la T.

Bout du Wharf — Palimé : F. 700 la T.

Ces prix comprennent les taxes de voie locale de Lomé.

b) — Lomé PV — Blitta : F. 1.650 la T.

Lomé PV — Atakpamé : F. 1.000 la T.

Lomé PV — Palimé : F. 600 la T.

A ces prix s'ajoutent les taxes de voie locale de Lomé.

Tous ces prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 9.00 la tonne kilométrique lorsqu'ils sont plus avantageux.

*

B) pour les transports effectués au départ de Lomé PV pendant la période du 16 novembre de chaque année au 14 mai de l'année suivante ainsi que pour

les transports effectués au départ d'une autre gare du Réseau pendant toute l'année.

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^{es} de sa limite de charge ou payant pour ce poids.

Par tonne et par kilomètre Frs 9.00

Le tarif de 9.00 la T.K. est justifiable des détaxes de 10 et 25 % prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

3^o — 1. — *Produits métallurgiques, fer à béton, outillage etc.*

A) — pour les transports effectués au départ de Lomé P.V. pendant la période du 15 mai au 15 novembre de chaque année.

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^{es} de sa limite de charge ou payant pour ce poids.

Par tonne et par kilomètre 10.00

Prix fermes :

a) — Bout du Wharf — Blitta . . . F. 1.950 la T.

Bout du Wharf — Atakpamé . F. 1.300 la T.

Bout du Wharf — Palimé . F. 1.000 la T.

Ces prix comprennent les taxes de voie locale de Lomé.

b) — Lomé PV — Blitta F. 1.850 la T.

Lomé PV — Atakpamé F. 1.200 la T.

Lomé PV — Palimé F. 900 la T.

A ces prix s'ajoutent les taxes de voie de Lomé.

Tous ces prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 10.00 la tonne kilométrique lorsqu'ils sont plus avantageux.

* *

B) — pour les transports effectués au départ de Lomé PV pendant la période du 16 novembre de chaque année au 14 mai de l'année suivante, ainsi que pour les transports effectués au départ d'une autre gare du Réseau pendant toute l'année.

Par wagon chargé au minimum aux 9/10^{es} de sa limite de charge ou payant pour ce poids.

Par tonne et par kilomètre Frs 10.00

Le tarif de 10 f.00 la T. est justifiable des détaxes de 10 et 25 % prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

Conditions d'application

4^o — La période fixée ci-dessus (15 mai au 15 novembre) pendant laquelle sont applicables les prix fermes de transport pour les relations Lomé-Blitta; Lomé-Atakpamé et Lomé-Palimé pourra être allongée ou diminuée suivant les nécessités du service par décision du Directeur du Chemin de Fer du Togo après préavis de 15 jours ayant reçu la publicité nécessaire.

Le reste du tarif spécial PV n° 5 et de ses conditions d'application ne subit aucune modification.

TARIFS GENERAUX POUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES

Chapitre III

Tarif général par wagon

1^o — Prix de transport par tonne et par kilomètre par wagon chargé au minimum aux 3/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

- a) en grande vitesse F. 14.00
- b) en petite vitesse F. 10.00

Ces 2 prix ne sont valables que pour les transports au départ de Lomé.

2^o — Prix fermes pour les transports au départ de Lomé, effectué en petite vitesse pendant la période du 15 mai au 15 novembre de chaque année :

par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

- Lomé PV — Blitta : F. 1.650 la T.
- Lomé PV — Atakpamé : F. 1.000 la T.
- Lomé PV — Palimé : F. 600 la T.

A ces prix s'ajoutent les taxes de voie locale de Lomé.

Tous ces prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 10 f.00 la tonne-kilométrique prévue au paragraphe 1^{er} lorsqu'ils sont plus avantageux.

Conditions d'application

Pour l'application du paragraphe 2^o, la période fixée (15 mai au 15 novembre) pendant laquelle sont applicables les prix fermes Lomé PV — Blitta; Lomé PV — Atakpamé, Lomé PV — Palimé, pourra être allongée ou diminuée suivant les nécessités du service par décision du Directeur du Chemin de Fer du Togo après préavis de 15 jours ayant reçu la publicité nécessaire.

Les marchandises désignées ci-après ne peuvent bénéficier des dispositions du paragraphe 2^o :

- véhicules routiers
- matériaux de construction
- produits métallurgiques, matériel de chemin de fer
- instruments et machines agricoles
- combustibles liquides et huiles minérales
- produits asphaltiques et bitumeux
- eau par citerne complète
- toutes marchandises explosives, inflammables, dangereuses, vénéneuses et infectes.

Les différentes marchandises admises au transport peuvent être groupées pour faire un wagon complet.

DECRET N° 56-15 du 7 décembre 1956 portant modification au tarif spécial PI n° 9 du recueil général des tarifs du C.F.T.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des Chemins de Fer de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1949 promulguant au Togo le décret du 19 Mai 1939 portant réorganisation des Chemins de Fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau Recueil des Tarifs CFT. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu le rapport en Conseil du Réseau en date du 26 septembre 1956;

Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif spécial PV n° 9 relatif au transport des combustibles liquides, huiles minérales, produits asphaltiques et bitumeux, mazout, etc... est modifié par la création de prix fermes pour les relations de Lomé à Blitta, à Atakpamé et à Palimé.

ART. 2. — Un nouveau tarif spécial PV n° 9, tenant compte de ces modifications, figure en annexe au présent décret.

ART. 3. — Le Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions, est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} octobre 1956, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

*Le Ministre des Travaux Publics, des Transports,
des Mines, des Domaines et des Transmissions.*
F. MAMA.

Tarif spécial PI n° 9

1 — Combustibles liquides — Huiles minérales.

2 — Produits asphaltiques et bitumeux.

Mazout — Cas-oil, Fuel-oil.

Toutes huiles combustibles pour moteurs et industries.

1^o — Transport en fûts — estagnons, etc...

Par wagon chargé au minimum aux 6/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne brute et par kilomètre Frs 8.00

Prix fermes :

par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Lomé PV — Blitta . F. 1.650 la tonne brute

Lomé PV — Atakpamé F. 1.000 la tonne brute

Lomé PV — Palimé . F. 600 la tonne brute

Les prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 8.00 la tonne kilométrique brute lorsqu'ils sont plus avantageux.

Le tarif de 8 Frs.00 la T.K. est justifiable des détaxes de 10 et 25 % prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

Le retour des fûts vides est taxé aux conditions du tarif spécial PV n° 2.

2°) — *Transport par container*

Par wagon chargé au minimum aux 5/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne nette et par kilométrique . . . Frs. 8.00

Prix fermes :

par wagon chargé au minimum aux 6/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Lomé PV — Blitta . F. 2.000 la tonne nette

Lomé PV — Atakpamé F. 1.200 la tonne nette

Lomé PV — Palimé .. F. 850 la tonne nette

Les prix fermes ne sont en aucune façon réductions. Ils peuvent se substituer au prix de 8.00 Frs la T.K. nette lorsqu'ils sont plus avantageux.

Le tarif de 8.00 Frs. la T.K. nette est justifiable de la détaxe de 10 % prévue par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

La taxation particulière des transports de containers, la location éventuelle de wagon-plateformes pour ces transports ;

et la taxation des containers vides en retour sont réglées par le tarif spécial PV n° 21.

3°) — *Transport par wagon — citerne*

Par wagon chargé au minimum aux 6/10^{èmes} de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

Par tonne nette et par kilomètre Frs. 8.00

** Prix fermes :*

Lomé PV — Blitta . F. 2.000 la tonne nette

Lomé PV — Atakpamé F. 1.200 la tonne nette

Lomé PV — Palimé . F. 850 la tonne nette

Les prix fermes ne sont pas justifiables des détaxes prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956, mais peuvent bénéficier de la redevance de 1 Fr. par wagon chargé et par kilomètre prévue au tarif spécial PV n° 19, dans le cas de location de wagon-citerne. Ils peuvent se substituer au prix de 8.00 Frs. la tonne de kilométrique nette lorsqu'ils sont plus avantageux.

Le tarif de 8.00 Frs. la tonne kilométrique nette est justifiable de la détaxe de 10 % prévue par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

La taxation particulière des transports par wagon-citerne, la location éventuelle de ces wagons et leur retour à vide, sont réglés par les tarifs spéciaux PV n° 19 et PV n° 21.

Conditions d'application

a) — Dans le cas de transport repris au paragraphe 1^{er}, le transport est effectué à couvert pour les marchandises dénommées en I du titre (combustibles liquides minérales). Il est effectué à découvert pour celles dénommées en II du titre (Produits asphaltiques et bitumeux, mazout, etc...).

b) — Le chargement, et, s'il y a lieu, le bâchage, le déchargement ainsi que le débâchage, le cas échéant, sont faits par les expéditeurs et par les destinataires, à leurs frais, risques et périls.

DECRET N° 56-16 du 7 décembre 1956 portant modification au tarif spécial PV n° 15 du recueil général des tarifs du C.F.T.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre des Travaux Publics, des Transports des Mines, des Domaines et des Transmissions ;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo ;

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative ;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation des Chemins de Fer de la France d'outre-mer ;

Vu le décret du 9 mai 1937 sur la Police, la Sûreté et l'Exploitation des Chemins de Fer en Afrique Occidentale Française rendu applicable au Togo par le décret du 2 mars 1938 ;

Vu l'arrêté n° 519-CFT. du 9 juin 1954 portant organisation du Service des Chemins de Fer et du Wharf du Togo ;

Vu le rapport en Conseil du Réseau en date du 5 octobre 1956 ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif spécial PV n° 15 relatif au transport du cacao et du café, est modifié en ce qui concerne la taxe à appliquer au transport du café.

ART. 2. — Le cacao et le café transportés aux conditions du tarif spécial PV n° 15 bénéficieront du même prix ferme de 820 francs la tonne.

ART. 3. — Le nouveau tarif spécial PV n° 15, modifié, figure en annexe au présent décret.

ART. 4. — Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} décembre 1956, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions.

F. MAMA.

*Tarif spécial PV n° 15***CACAO — CAFE***Prix de transport :*

par wagon chargé au minimum aux 6/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

par tonne et par kilomètre, toutes distances Frs. 7.00

par wagon chargé au minimum aux 9/10^e de sa limite de charge ou payant pour ce poids :

par tonne et par kilomètre, toutes distances Frs. 7.00

Prix fermes :

Palimé — Lomé Frs. 820.00

Atakpamé — Lomé Frs. 820.00

Les prix fermes ne sont en aucune façon réductibles. Ils peuvent se substituer au prix de 7.00 la tonne kilométrique lorsqu'ils sont plus avantageux.

Seul le tarif de 7.00 la tonne kilométrique est justifiable des détaxes de 10 et 25 % prévues par arrêté n° 136-56 du 13 février 1956.

Conditions d'application

ARTICLE PREMIER. — Le transport est effectué à couvert, mais le Chemin de Fer se réserve le droit de fournir aux prix et conditions fixées au présent tarif, soit des wagons couverts, soit des wagons découverts avec bâche.

Dans ce dernier cas, les opérations de bâchage et de débâchage sont effectuées aux frais du Chemin de Fer, et par ses soins.

Le Chemin de Fer détermine, sans que l'expéditeur puisse élever aucune réclamation à ce sujet, le nombre de bâches nécessaires au bâchage. Ces dernières sont délivrées, et elles doivent être restituées, en même temps que les wagons. En cas de retard dans le chargement ou le déchargement, il est perçu, dans les mêmes conditions que pour les wagons, une taxe de 40 francs par bâche et par jour.

ART. 2. — Le cacao et le café doivent être emballés dans des sacs en bon état, solidement clos, de telle sorte qu'ils soient impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de soustraction.

ART. 3. — Le Chemin de Fer ne répond pas des déchets ou avaries survenus en cours de route, et notamment de ceux occasionnés par la sécheresse ou la fermentation.

DECRET N° 56-18 du 7 décembre 1956 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 51/ATT du 29 août 1956 fixant la liste des matériels et des fournitures susceptibles d'être admis exceptionnellement en exonération douanière durant une période limitée, lorsqu'ils sont destinés à une industrie nommément agréée, ayant une importance parti-

lière pour le développement et la modernisation du Territoire.

Le Premier Ministre,

Vu la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953, relative à l'institution des régimes fiscaux de longue durée dans les territoires d'outre-mer, notamment son article 3;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Vu la délibération n° 45/ATT. du 21 août 1956, fixant les catégories d'entreprises de production agréées susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée;

Vu la délibération n° 51/ATT. du 29 août 1956, fixant la liste des matériels et des fournitures susceptibles d'être admis exceptionnellement en exonération douanière, durant une période limitée, lorsqu'ils sont destinés à une industrie nommément agréée, ayant une importance particulière pour le développement et la modernisation du Territoire;

Vu la lettre n° 390/ATT. du 30 août 1956 du Président de l'Assemblée Territoriale du Togo, adoptant la dite délibération;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée et rendue exécutoire, dans la République Autonome du Togo, la délibération n° 51 du 29 août 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo, fixant la liste des matériels et des fournitures susceptibles d'être admis exceptionnellement en exonération douanière durant une période limitée, lorsqu'ils sont destinés à une industrie nommément agréée, ayant une importance particulière pour le développement et la modernisation du Territoire.

ART. 2. — Les Ministres des Finances, de l'Economie et du Plan, du Commerce et de l'Industrie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GAUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p.i.

A. MÉATCHI.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

P. SCHNEIDER

Le Ministre de l'Economie et du Plan,

L. CHRISTOPHE.

DELIBERATION N° 51/ATT. du 29 août 1956 fixant la liste des matériels des fournitures susceptibles d'être admis exceptionnellement en exonération douanière durant une période limitée, lorsqu'ils sont

destinés à une industrie nommément agréée; ayant une importance particulière pour le développement et la modernisation du Territoire.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955;

Vu l'article 32 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 relative à l'institution des régimes fiscaux de longue durée dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 54-573 du 4 juin 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 32 de la loi susvisée;

Vu la délibération n° 45/ATT. du 21 août 1956 fixant les catégories d'entreprises de production agréées susceptibles de bénéficier d'un régime fiscal de longue durée;

La chambre de commerce entendue dans séance du 16 août 1956;

Vu le rapport n° 98 du 28 août 1956 du Commissaire de la République au Conseil de Gouvernement du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu,

L'Assemblée a adopté dans sa séance du 29 août 1956 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Pourront être admis en exonération des droits et taxes fiscales d'entrée, ainsi que de la taxe forfaitaire représentative de taxe de transaction à l'importation et lorsqu'ils seront destinés à une entreprise nommément désignée à cet effet et agréée par délibération de l'Assemblée, en raison de l'intérêt qu'elle revêt pour le développement et la modernisation du Territoire du Togo, les matériels et les fournitures énumérés à la liste annexée à la présente délibération.

ART. 2. — Les pièces de rechange de ces matériels ne seront admises au bénéfice de ces dispositions que si elles sont importées en même temps que les appareils auxquels elles sont destinées et dans la limite de 25 % de la valeur de ces mêmes appareils.

ART. 3. — Le bénéfice de l'exonération prévue à l'article premier ci-dessus est subordonné à la remise par l'importateur, au moment du dépôt, en triple exemplaire, de sa déclaration en douane de mise à la consommation, ou d'entrée en entrepôt fictif, d'une attestation d'emploi et de destination délivrée par M. Le Secrétaire Général du Togo ou par son délégué.

Cette attestation, déposée en triple exemplaire, ne sera valable que pour une seule déclaration en douane; elle précisera la nature, l'espèce, le poids et la valeur du matériel importé et attestera que celui-ci est bien destiné à telle entreprise agréée et qu'il entre dans le cadre des exonérations prévues par la présente délibération.

ART. 4. — En cas de litige entre le Service des Douanes et l'importateur sur la classification dou-

nière et tarifaire d'un matériel, susceptible de faire entrer ou non le dit matériel dans le cadre des exonérations ainsi prévues, la question sera réglée par une Commission administrative présidée par le Secrétaire Général du Togo et comprenant obligatoirement le Chef du Service des Douanes et un Chef de Service choisi par le Chef du Territoire en raison de sa compétence technique touchant la nature ou l'emploi du matériel litigieux.

ART. 5. — Les matériels ou fournitures ainsi admis en exonération ne pourront être cédés ou prêtés, à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir acquitté les droits et taxes au tarif de droit commun en vigueur et à la valeur commerciale de ces matériels au moment de la cession ou du prêt.

ART. 6. — Pour certaines entreprises importantes ou éloignées du centre douanier de Lomé, l'octroi du régime prévu à l'article 1^{er} ci-dessus, sera subordonné au détachement à demeure dans l'enceinte de l'entreprise considérée, d'un agent vérificateur dont le rôle consistera, indépendamment de la liquidation des taxes de sortie du Territoire sur les produits de l'entreprise exportés, dans la vérification et la prise en charge à l'entrée des matériels exonérés en vertu du présent texte et dans le contrôle de leur emploi exclusif dans l'entreprise. Le logement, le traitement et les indemnités afférents à cet emploi seront à la charge entière de l'industriel qui reversera périodiquement au Trésor du Territoire les émoluments afférents à cet emploi remboursable.

ART. 7. — La présente délibération est valable jusqu'au 31 décembre 1961. Toutefois, cette période pourra être exceptionnellement prorogée de trois années par décision du Commissaire de la République prise en Conseil de Gouvernement avant l'expiration de la date précitée, si le développement de l'entreprise considérée rend indispensable une telle mesure dans l'intérêt du développement économique du Territoire.

ART. 8. — Les matériels susceptibles de bénéficier de ces dispositions qui seraient importés postérieurement à l'expiration des délais prévus à l'article 6, mais pour lesquels il serait établi, à l'aide des connaissements, qu'ils ont été expédiés sur le Togo, antérieurement à la date limite ceux-ci pourront exceptionnellement être admis en exonération sur décision particulière du Chef du Territoire ou du Chef du Service des Douanes agissant par délégation.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 29 août 1956.

Le Secrétaire,
NAMBIEMA.

Le Président de l'A.T.T.,
N. GRUNITZKY

ANNEXE à la délibération n° 51/ATT du 29 août 1956.
Liste des matériels et fournitures visés à l'article 1^{er} de la dite délibération.

Numéros du Tarif du Togo	Numéros de la Nomenclature	DÉSIGNATION DES ARTICLES	CONDITIONS D'EMPLOI
05-28	287-288	Chaux et ciments hydrauliques.	Sous conditions particu- lières d'emploi contrôlé (1)
07-79	663	Extincteurs.	—
08-21 et 08-22	705 à 709	Ouvrages non dénommés ni compris ailleurs en dérivés de la cellulose, en matières plastiques ou en résines artificielles.	—
ex 08-33	718 et 719	Tubes et tuyaux en caoutchouc combiné ou non avec d'autres matières. Courroies en caoutchouc (transporteuses ou de transmission).	—
10-12	766 à 772	Bois équarris ou sciés.	—
10-16	781 à 785	Panneaux en bois agglomérés, plaqués et contre- plaqués.	—
ex 10-18	788 à 790	Pièces de charpente et de menuiserie.	—
12-21	898	Fils métalliques avec ou sans textiles.	—
12-91	1052 et 1053	Tuyaux et courroies de transmission et de trans- port.	—
15-16	11 à 1187	Ouvrages en béton, agglomérés à base de ciment ou de liants minéraux.	—
ex 15-17	1188 A	Masses filtrantes en amiante.	—
ex 15-22	1202	Briques et pièces de construction réfractaires.	—
ex 15-23	1205	Tuyaux et raccords cuits en grès.	—
17-22	1285	Barres laminées à chaud ou forgées.	—
17-23	1286	Palplanches laminées à chaud ou forgées.	—
17-24	1287	Profilés laminés à chaud ou forgés.	—
17-25	1288	Larges plats.	—
17-28	1295 et 1296	Tôles de fer ou d'acier (façonnées ou non) y com- pris les tôles perforées pour criblage.	—
17-32	1298	Barres étirées.	—
17-34	1300	Profilés à froid.	—
17-36 et 17-37	1303 à 1306	Tubes et tuyaux en fonte, fer ou acier pour tous usages (y compris leurs accessoires).	—
ex 18-11	1398 à 1402	Constructions métalliques en fer et installations de bâtiment.	—
18-12	1403	Réservoirs, citernes, foudres, cuves de plus de 50 litres de contenance.	—
18-14	1413 à 1418	Câbles, torsades, toiles métalliques, grillages et treillis.	—
18-15	1419 à 1422	Chânes et leurs accessoires, ancrés.	—
ex 18-16	1423 A, B, C et 1424	Ressorts.	—
ex 18-32	1481 A	Lampes de mineur.	—
ex 19-18	1535 A à C et 1536 A à C	Pompes, moto-pompes et turbo-pompes à liquides ou à pulpes.	—
19-22	1544	Filtres d'air ou de gaz à organes filtrants et leurs parties.	—
19-31	1555 à 1567 B	Appareils de levage et de manutention.	—
19-32	1568 à 1575	Machines et appareils d'extraction et de terrasse- ment, machines et appareils de broyage, de cri- blage et d'agglomération des produits minéraux.	—
19-61	1610	Autres machines et appareils pour les industries chimiques (y compris les appareils pour l'épura- tion des eaux).	—
ex 19-69	1638 B et C	Autres machines et appareils à remplir, fermer, étiqueter les sacs, leurs parties et pièces détachées.	—
ex 19-71	1641 Q	Machines à scier et tronçonner.	—
19-76	1647 A à C	Machines-outils électriques portatives.	—
19-77	1648	Outils et machines-outils portatives, pneumatiques ou à moteur, autres qu'électriques.	—

Numéros du Tarif du Togo	Numéros de la Nomenclature	DÉSIGNATION DES ARTICLES	CONDITIONS D'EMPLOI
ex 19-81	1659 A à C	Appareils et instruments de pesage automatiques et semi-automatiques.	Sous conditions particulières d'emploi contrôlé (1)
20-13	1709 à 1711	Appareils de coupure et de sectionnement.	—
ex 20-14	1712 à 1720 D	Autres appareillages électriques et pièces détachées de 220 volts et plus, entre phases.	—
ex 20-15	ex 1721	Isolateurs d'une tension de 220 volts et plus, entre phases.	—
ex 20-22	ex 1730 à 1735	Appareils d'éclairage et lampes électriques à usage exclusivement industriel.	—
ex 20-23	1736 à 1738 et 1740-1741	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie à l'exception des appareils électriques pour faciliter l'audition.	—
ex 20-24	1744 A à E	Appareils électroniques à usage exclusivement industriel.	—
20-25	1747 à 1753	Tubes, valves et lampes électriques autres que pour l'éclairage (électroniques et autres) à usage exclusivement industriel.	—
ex 20-29	1769 B	Exploseurs de mine	—
ex 21-24	1800	Matériel de travail et de maintenance, automobile sur roues ou sur chenilles non dénommé (grues, pelles, excavateurs, chargeuses, décapeurs, rouleaux compresseurs, etc.)	—
21-31	1817 A et B	Bateaux pour la navigation maritime.	—
21-32	1818 A et B	Remorqueurs de toutes puissances à coques en fer ou en acier et autres matières.	—
21-34	1820 A et B	Bateaux pour la navigation intérieure.	—
21-35	1821	Bateaux pour la navigation intérieure pour usages spéciaux.	—
21-36	1822	Engins flottants divers.	—
22-11	1834	Compteurs d'électricité.	—
ex 22-11	1836	Compteurs d'eau et de tous liquides.	—
ex 22-12	1842	Thermomètres, pyromètres, déhymètres et autres appareils non électriques de mesure, de contrôle, de régulation ou d'analyse pour fluides gazeux ou liquides ou pour températures.	—
	1843 A		
	1843 B		
	et 1843 D à I		
22-13	1844	Appareils électriques, radio-électriques ou électroniques de mesure.	—
22-14	1845 à 1846	Dispositifs annexes assemblés, parties et pièces détachées.	—
ex 22-15	1847 à 1854	Autres appareils et instruments de mesure, de vérification et de contrôle non optique.	—
22-27	1891	Appareils d'oxygénothérapie et de réanimation.	—

Renvoi (1) — Sous conditions de contrôle réglementaires de leur emploi direct dans l'industrie considérée : ces conditions seront fixées, pour chaque catégorie d'entreprise agréée par une décision du Commissaire de la République, approuvée en Conseil de Gouvernement, qui déterminera, d'une part, les modalités du contrôle d'emploi et de destination des fournitures et appareils, d'autre part, pour certaines entreprises, les règles et les charges de l'exercice douanier qu'imposerait l'importance de leurs investissements et de leurs activités.

DECRET N° 56-19 du 7 décembre 1956 fixant pour l'année scolaire 1956-1957 le taux annuel des bourses locales.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative Togolaise;

Vu l'arrêté n° 1 du 18 septembre 1956 portant nomination des membres du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'arrêté 721-54/IA. du 21 juillet 1954 rendant exécutoire la délibération n° 2/CP/ATT. du 6 juillet 1954 fixant le taux annuel des bourses locales du Territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 576-49/E. du 23 juillet 1949 rendant exécutoire la délibération n° 45/E. du 28 avril 1949 réglementant l'attribution des bourses et allocations scolaires;

Vu l'arrêté n° 300-51/E. du 3 mai 1951 instituant et réglementant le concours unique des bourses;

Vu la décision n° 10/IA. du 1^{er} juin 1956 du Directeur de l'Enseignement fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires;

Vu le procès-verbal de la Commission des bourses en date du 11 juillet 1956;

Vu les arrêtés n° 3/IA. et 4/IA. du 24 septembre 1956, portant renouvellement ou attribution de bourses d'études locales;

Vu les prévisions budgétaires;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1956-1957, le taux annuel maximum de la bourse d'internat pour les élèves de l'Enseignement du Second Degré et de l'Enseignement Technique est fixé à Trente six mille francs (36.000 frs.) se répartissant de la façon suivante :

Allocation nourriture	27.000
Allocation habillement	5.000
Allocation fournitures scolaires	4.000

ART. 2. — Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Instruction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances,

Georges APEDO-AMAH.

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Fousséni MAMA.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,

Antoine MEATCHI.

Le Ministre de l'Economie et du Plan,

Lubin CRISTOPHE TCHAKALOFF.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Pierre SCHNEIDER.

Le Ministre de la Santé Publique,

Richard JOHNSON.

Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,

Léonard B. YWASSA.

Le Ministre de l'Information et de la Presse,

Emmanuel FIWOO.

DECRET N° 56-20 du 7 décembre 1956 portant approbation d'affectation de crédits sans emploi du Budget de la Circonscription de Lama-Kara Exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Vu l'arrêté n° 244/E. du 15 mars 1956 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Lama-Kara, Exercice 1956;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Lama-Kara, en date du 9 octobre 1956;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée l'affectation aux dépenses de montage d'un marché à Lama-Kara le crédit de Sept cent cinq mille francs (705.000) ouvert au chapitre 11 article 2 paragraphe b du Budget primitif de la Circonscription de Lama-Kara pour achat d'une ambulance.

ART. 2. — A l'intitulé primitif du paragraphe ci-dessus cité, il sera, en conséquence, substitué l'intitulé nouveau « construction de marchés ».

ART. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre

Le Ministre des Finances par p.i.,

Antoine MEATCHI.

DECRET N° 56-21 du 7 décembre 1956 portant approbation de modifications au Budget Primitif de la Circonscription de Mango, Exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Vu l'arrêté n° 217/E. du 8 mars 1956 portant approbation du budget primitif de la Circonscription de Mango, Exercice 1956;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Circonscription de Mango des 5 et 8 octobre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées :

I. — Les annulations de recettes et de dépenses ci-après au Budget de la Circonscription de Mango, Exercice 1956 :

*En recettes :*Chap. 1 — *Impôts directs.*

Art. 1 — Taxe de Circonscription . . . 48.000

Chap. 2 — *Revenus du domaine.*Art. 3 — Produit des ventes de coupes
et de bois 100.000*En dépenses :*Chap. 2 — *Service d'administration générale*Art. 5 — Remises aux Chefs et aux Col-
lecteurs 59.925Chap. 6 — *Services sociaux (Personnel)*

Art. 1 — Enseignement Primaire et Sports

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 11.900

Parag. 4 — Indemnités diverses . . . 5.000

Art. 2 — Santé

Parag. 4 — Indemnités diverses . . . 15.000

Chap. 7 — *Services sociaux (Matériel)*

Art. 1 — Enseignement Primaire et Sports

Parag. 1 a — Enseignement Primaire . 55.000

Parag. 1 b — Sports 45.000

Art. 2 — Santé 300.000

2. — Les ouvertures de crédits supplémentaires, d'un montant de Trois cent quarante trois mille huit cent vingt cinq francs (343.825), aux chapitres, articles et paragraphes ci-après de ce même budget.

*A — Dépenses ordinaires*Chap. 2 — *Service d'administration gé-
nérale (Personnel)*

Art. 3 — Personnel journalier . . . 87.150

Chap. 6 — *Services sociaux (Personnel)*

Art. 2 — Santé

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 26.500

Chap. 10 — *Travaux neufs*Art. 1 — Construction sur taxe de cir-
conscription 230.175

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p.i.,

A. MEATCHI.

**DECRET N° 56-22 du 7 décembre 1956 portant ap-
probation de modifications au Budget primitif de
la Circonscription de Dapango, Exercice 1956.**

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo; les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 219-56/F. du 8 mars 1956 portant approbation du budget primitif de la Circonscription de Dapango, Exercice 1956;

Vu la délibération du Conseil de Circonscription de Dapango en date du 29 octobre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées :

1^o — L'annulation d'un crédit de Sept cent mille (700.000) au chapitre 2, article 1, paragraphe 5 au Budget de la Circonscription de Dapango, Exercice 1956.

2^o — L'ouverture au chapitre II de ce même budget d'un crédit supplémentaire de même montant réparti comme suit :

Article 1^{er} — Parag. 1 : Bâtiments pour
services 400.000Article 2 — Parag. 5 : Construction de
ponts 300.000

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p.i.,

A. MEATCHI.

**ARRETE interministériel N° 5/ITM. du 19 novem-
bre 1956 modifiant l'arrêté n° 1/ITM. fixant la
composition des Cabinets Ministériels.**

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,

Le Ministre de l'Economie et du Plan,

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Le Ministre de la Santé Publique,

Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,

Le Ministre de l'Information et de la Presse,

Vu la loi n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo,

les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 1/ITM. du 20 septembre 1956 fixant la composition des Cabinets ministériels:

ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté n° 1/ITM du 20 septembre 1956 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 3. — Lorsque plusieurs services sont groupés sous l'autorité d'un seul Ministre, celui-ci peut compléter son Cabinet par la désignation d'un Conseiller technique ou d'un Directeur-Adjoint de Cabinet et de deux Attachés supplémentaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 19 novembre 1956,

Pour le Premier Ministre absent,

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, chargé de l'expédition des Affaires courantes,

F. MAMA.

Le Ministre des Finances,

Georges APEDO-AMAH.

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions,

F. MAMA.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,

Antoine MEATCHI.

Le Ministre de l'Economie et du Plan,

Lubin CRISTOPHE TCHAKALOFF.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

P. SCHNEIDER

Le Ministre de la Santé Publique,

Jean-Richard JOHNSON.

Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales,

L. B. YWASSA

Le Ministre de l'Information et de la Presse,

Emmanuel FIAWOO.

ARRETE conjoint N° 1/HC/PM. du 14 décembre 1956 fixant les attributions des Chefs de Circonscriptions Administratives en ce qui concerne la coordination des Services de la République Française et de la République Autonome du Togo.

Le Haut-Commissaire de la République Française au Togo,
Le Premier Ministre de la République Autonome du Togo.

Vu l'article 27, alinéa 3 et l'article 34 du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo:

ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — Les Chefs de Circonscriptions Administratives et leurs Adjoints coordonnent dans leur ressort l'activité de l'ensemble des Services tant

de la République Française que de la République Autonome du Togo.

ART. 2. — Chaque fois que cela est nécessaire et notamment à l'occasion de l'établissement de projets de budget, ils font au Haut-Commissaire ou au Premier Ministre respectivement toutes propositions utiles pour que l'action des services de la République Française et de la République Autonome du Togo s'exerce harmonieusement et efficacement.

ART. 3. — Les Chefs de Circonscriptions Administratives réunissent au moins une fois tous les deux mois les représentants dans leur unité des chefs de service de la République Française et de la République Autonome du Togo de leur Circonscription. Ils commentent à cette occasion les instructions reçues des autorités supérieures, s'informent des difficultés rencontrées, règlent les conflits d'attributions et donnent leurs instructions particulières dans le cadre des instructions générales reçues des différentes autorités qualifiées. Ils rendent compte de ces réunions et font à cette occasion toutes suggestions utiles.

ART. 4. — Les Chefs de Circonscriptions et leurs Adjoints coordonnent sous leur ressort l'activité des services de police français et togolais. En cas de troubles ou de menace de troubles les différents services de police sont placés sous leur autorité directe sur leur seule réquisition.

ART. 5. — Les Chefs de Circonscriptions notent après leurs chefs hiérarchiques tous les fonctionnaires en service dans leur circonscription, qu'ils relèvent de la République Française ou de la République Autonome du Togo. Ils transmettent les notes respectivement au Haut-Commissaire et au Premier Ministre.

ART. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 14 décembre 1956.

Le Haut-Commissaire de la République Française au Togo,

J. BÉRARD.

Le Premier Ministre de la République Autonome du Togo,

N. GRUNITZKY.

Nominations

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 15/PM-FP du :

6 décembre 1956. — M. Kponton Ephrem, élève diplômé de l'Ecole des Assistants d'Elevage de l'A.O. F., est intégré, pour compter du 1^{er} octobre 1956, dans le cadre supérieur des Assistants d'Elevage du Togo, en qualité d'Assistant d'Elevage stagiaire.

N° 34/PM du :

7 décembre 1956. — Pendant l'absence de M. F. Mama, Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, en

mission à l'extérieur, M. L. Christophe, Ministre de l'Economie et du Plan, est nommé Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions par intérim.

Sa signature sera précédée de la mention :

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions par intérim.

N° 38/PM. du :

12 décembre 1956. — M. Robert Marx, Sous-Chef de Bureau du Cadre Supérieur des CFT — Echelle 8, échelon 6 — est nommé Chef du Secrétariat du Cabinet du Premier Ministre.

M. Marx est désigné, en cette qualité, pour authentifier les copies des Lois, Décrets, Arrêtés et Décisions du Premier Ministre, et, en général, de toutes les pièces officielles émanant du Gouvernement de la République Autonome du Togo.

Affectations

N° 233/D/PM-FP du :

5 décembre 1956. — M. Tignokpa Antoine, Commis d'Administration adjoint de 3^e classe, en service à Sokodé, est nommé agent spécial et dépositaire comptable du Cercle de Dapango, pendant la durée du congé administratif de M. Sambiani Raphaël, titulaire de ce poste.

M. Tignokpa effectuera, pendant cette période toutes les opérations de receveur du budget de la Circonscription de Dapango, sous la responsabilité de M. Sambiani qui lui donnera une procuration à cet effet.

N° 254/PM-FP du :

13 décembre 1956. — M. Lasserre Pierre, professeur licencié 7^e échelon du cadre métropolitain, classé dans la catégorie des Provisaires, Directeurs et Directrices licenciés certifiés, du cadre supérieur de l'Enseignement du second degré du Togo, cesse ses fonctions de Principal du Collège Moderne et Technique de Sokodé pour compter du 15 décembre 1956 et est mis, à compter de la même date, à la disposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

La direction du collège de Sokodé sera provisoirement assurée par M. Sallet André, Inspecteur de l'Enseignement Primaire pour le Nord-Togo. M. Sallet sera assisté, pour la gestion matérielle de l'établissement, par M. Morin, Instituteur principal qui s'occupera plus spécialement de la section technique.

N° 263/D/PM-FP du :

15 décembre 1956. — M. Bouraïma Adam, Agent permanent de 2^e catégorie, Echelle B, mis à la disposition du Premier Ministre par décision n° 28-D/MA

du 6 décembre 1956, est affecté au Ministère du Travail pour compter du 23 octobre 1956.

Disponibilités

N° 250/D/PM-FP du :

12 décembre 1956. — M. Amouzou Joseph Eben-Ezer, Commis d'Administration adjoint de 5^e classe du cadre local du Togo, placé dans la position de disponibilité sans traitement, par arrêté n° 886-53/P du 14 décembre 1953, est, sur sa demande, maintenu dans la même position pour une nouvelle période d'un (1) an, à compter du 1^{er} janvier 1957.

N° 251/D/PM-FP du :

12 décembre 1956. — M. Amegnizin Hospice, Commis adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions, placé dans la position de disponibilité sans traitement, par décision n° 28-D/P du 7 janvier 1955, est, sur sa demande, maintenu dans la même position pour une nouvelle période d'un (1) an, à compter du 16 décembre 1956.

Détachements

N° 19/PM-FP du :

14 décembre 1956. — M. Baratégui Emmanuel, conducteur principal, 1^{er} échelon, du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo, est détaché, pour une période de cinq ans, à compter du 15 décembre 1956, auprès du Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance.

Les émoluments de M. Baratégui seront, pendant toute la durée de son détachement, à la charge du Fonds commun des Sociétés de Prévoyance.

Les versements des retenus ainsi que la contribution supplémentaire pour pension seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Le détachement de M. Baratégui peut prendre fin avant son terme normal soit sur l'initiation du service employeur soit sur décision du Premier Ministre si c'est nécessaire à l'intérêt du territoire, soit sur la demande agréée de l'intéressé.

N° 37/PM du :

12 décembre 1956. — M. Robert Marx, S/Chef de Bureau du Cadre Supérieur des CFT. Echelle 8, échelon 6 — est détaché au Cabinet du Premier Ministre pour compter du 15 septembre 1956.

Le traitement et accessoires de M. Marx resteront imputables au Budget annexe des chemins de fer et du Wharf.

Absences

N° 234/D/PM-FP du :

5 décembre 1956. — Est constatée, pour compter du 23 novembre 1956, l'absence de son poste de M.

Plinn Couessan Raphaël, Chef de Brigade, échelle 3, échelon 2, du cadre supérieur des chemins de fer et du Wharf du Togo, arrêté et maintenu à la prison de Lomé.

Pendant toute la durée de son absence, M. Plinn Couessan n'aura droit à aucun traitement.

N° 215/D/PM-FP du :

10 décembre 1956. — Est constatée, pour compter du 30 novembre 1956, l'absence de son poste de M. Ahiakpor Ignace, Commis d'Administration adjoint hors classe du service des Travaux Publics, arrêté et maintenu à la prison de Lomé.

Pendant toute la durée de son absence, M. Ahiakpor Ignace n'aura droit à aucun traitement.

N° 273/D/PM-FP du :

15 décembre 1956. — Est constatée, pour compter du 19 octobre 1956, l'absence de son poste de M. Lawson Pierre, Commis adjoint de 6^e classe du cadre local des Transmissions, en service à Anécho.

Pendant toute la durée de son absence, M. Lawson Pierre n'aura droit à aucun traitement.

Suspensions de fonctions

N° 16/PM-FP du :

10 décembre 1956. — Les agents des Douanes dont les noms suivent, en service à Dapango, inculpés de complicité de vol et recel, sont suspendus de leurs fonctions pour compter du 22 novembre 1956 :

MM. Avogan Samuel, Sergent garde frontière, 1^{er} échelon.

Boukary Yendabré, Caporal garde frontière, 1^{er} échelon.

Lawson Antoine Pascal, garde frontière, 2^e échelon.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, les intéressés n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement brut, dégage de tous accessoires de solde, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

N° 20/PM-FP du :

15 décembre 1956. — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 2/PM-FP du 19 octobre 1956, suspendant de ses fonctions M. Lawson Pierre, Commis adjoint de 6^e classe du cadre local des Transmissions, précédemment en service à Anécho.

Retraite

N° 12/PM-FP du :

5 décembre 1956. — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite

pour ancienneté de service, pour compter des dates ci-après :

9 décembre 1956

M. Bannerman Pierre, Commis principal de classe exceptionnelle des services administratifs, financiers et comptables.

22 décembre 1956

M. Gbedey Robert Achille, Secrétaire principal d'Administration, 2^e échelon.

10 mars 1957

M. Gnassounou Akpo Pierre, Commis principal de classe exceptionnelle des services administratifs, financiers et comptables.

N° 13/PM-FP du :

5 décembre 1956. — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter des dates ci-après :

1^o) Pension pour ancienneté de service

Chemins de Fer

31 décembre 1956

M. Aménouvékou Martin, Maître ouvrier de 1^{re} classe des chemins de fer,

M. Amétépé Dada, Chef d'équipe de 3^e classe des chemins de fer,

1^{er} janvier 1957

M. Aziadapon Jacob, Maître ouvrier principal de 1^{re} classe des chemins de fer,

30 janvier 1957

M. Barboza Pierre, Chef de station de 1^{re} classe des chemins de fer,

Travaux Publics

31 décembre 1956

M. Dossou Têvi Pierre, Ouvrier hors classe des Travaux publics,

Postes et Télécommunications

31 décembre 1956

M. Hounkpati John, Facteur principal de classe exceptionnelle des Transmissions,

Administration Générale

5 janvier 1957

M. San'Anna Faustin, Commis d'Administration principal de 1^{re} classe,

19 mars 1957

M. Folly Joseph François, Commis d'Administration principal de 1^{re} classe,

2^e Pension Proportionnelle**Chemins de Fer**

31 décembre 1956

M. Lada Sabaga, Chef d'équipe hors classe des chemins de fer,

12 janvier 1957

M. Messan Nouchet Augustin, Ecrivain principal de 2^e classe des chemins de fer,

Postes et Télécommunications

31 décembre 1956

M. Kokou Aglamey Eminentiel, monteur électricien adjoint de 6^e classe des Transmissions.

N° 18/PM-FP du :

12 décembre 1956. — M. Creppy Adodo Charles, Commis d'Administration principal de 1^{re} classe du cadre local du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service à compter du 12 mars 1957.

RECTIFICATIF N° 5/PM-FP à l'Arrêté n° 109-Ter/CP du 6 février 1956 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

Pension proportionnelle

Akondi Bakpimi, ouvrier hors classe des Travaux Publics.

Lire :

Pension d'ancienneté

Akoindé Bakpimi, ouvrier hors classe des Travaux Publics.

Le présent rectificatif annule celui du 22 octobre 1956.

ERRATUM N° 17-PM-FP à l'Arrêté n° 669/CP du 27 juillet 1956 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

M. Messan Noudrodou, maître matelot du cadre local des chemins de fer et du Wharf du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté du service pour compter du 16 septembre 1956.

Lire :

M. Messan Noudrodou, maître matelot du cadre local des chemins de fer et du Wharf du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 16 septembre 1956.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ARRETE N° 3/PM/Int du 7 décembre 1956 portant approbation d'une délibération de la Commission Municipale de Lomé.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;
Vu la loi « Municipale » du 3 avril 1884, notamment en ses articles 68 et 69;

Vu la loi du 18 novembre 1955 portant création de communes de plein exercice;

Vu la loi n° 56-4 du 9 novembre 1956 portant modification de la loi du 18 novembre 1955;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la Commission Municipale en date du 26 octobre 1956 autorisant l'Administrateur-Maire de Lomé, à aliéner à Pamjable au Fonds Commun des Sociétés de Prévoyance du Togo, une parcelle du Titre Foncier 3217 d'une contenance de 13.977 mètres carrés voirie déduite pour la somme de 3.200.000 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 4/PM/Int du 8 décembre 1956 ordonnant le recensement de la population des cantons de Gadjia et Agotimé-Sud (Cercle de Klouto).

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'Arrêté n° 384-54/AP. du 21 avril 1954 portant réorganisation de l'Etat-Civil des personnes de statut local;

Sur la proposition du Commandant de cercle de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le recensement de la population des cantons de Gadjia et Agotimé-Sud (Cercle de Klouto) sera effectué sur les ordres du Commandant de cercle pour compter du 9 décembre 1956.

ART. 2. — Sont applicables aux contrevenants les peines prévues aux articles 33 et 34 de l'Arrêté sus-visé du 21 avril 1954.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage dans les bureaux des P.T.T. et dans les bureaux du cercle de Klouto.

Lomé, le 8 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

ARRETE N° 6/PM/Int du 15 décembre 1956 *déterminant la liste des fonctionnaires habilités à délivrer le visa des actes sous seing privé constituant des prêts d'argent.*

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 9 octobre 1936 relatif à la répression de l'usure dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-mer, promulgué au Togo par l'arrêté du 14 novembre 1936:

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Commandants de Cercle, Chefs de Subdivision, Chefs de poste Administratif et Administrateurs-Maires ou leurs délégués sont habilités dans les circonscriptions administratives placées sous leur autorité, à délivrer le visa prévu à l'article 1^{er} du décret relatif à la répression de l'usure dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Nomination

Par arrêté et décision du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur :

N° 13/D/PM/Int du :

11 décembre 1956. — M. Terrac Jean, Chef de Bureau de classe exceptionnelle d'A.G.O.M., Chef de la Subdivision de Tabligbo, est nommé Président du Tribunal de Premier degré de Tabligbo, en remplacement de M. Giry, titulaire d'un congé administratif.

Interdiction de séjour

N° 5/PM/Int. du :

15 décembre 1956. Le séjour dans toute l'étendue de la République Autonome du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 21 décembre 1956 au nommé Kouassi Kinhodé Azonhoumé, détenu à la prison civile de Tsévié, né vers 1905 à Lokossa, Cercle d'Athiémé (Dahomey), cultivateur, demeurant à Atouéla-Médéros Kondji (cercle d'Anécho), condamné pour vol à un an d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel d'Anécho F.D. 11.111/23222.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

MINISTÈRE DES FINANCES

ARRETE N° 15/MF/F du 13 décembre 1956 *constituant un sous-ordonnateur pour les dépenses effectuées dans la Métropole au titre des divers Budgets s'exécutant dans la République Autonome du Togo et désignant un comptable assignataire pour ces mêmes dépenses.*

LE MINISTRE DES FINANCES.

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 fixant la répartition des compétences;

Vu le décret n° 56-1 du 28 septembre 1956 nommant un Ordonnateur du Budget du Togo et des Budgets Annexes;

Vu l'article 105 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer autorisant l'institution de sous-ordonnateurs, modifié par le décret du 20 août 1944;

Vu le décret n° 54-672 du 11 juin 1954 portant modification des articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer:

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Service Administratif Central au Ministère de la France d'Outre-Mer est constitué sous-ordonnateur des dépenses effectuées en France Métropolitaine et en Afrique du Nord, pour le compte du Budget Local du Togo et du Budget Annexe du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo.

ART. 2. — Le Payeur-Général de la Seine est désigné comme comptable assignataire de ces mêmes dépenses.

ART. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1957, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 décembre 1956.

Le ministre des Finances p.i.,
A. MEATCHI.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Recrutements

Par arrêtés et décisions du Ministre de l'Instruction Publique :

N° 56/D/MIP du :

15 décembre 1956. M. Gaglo Paul, titulaire du C.E.P.E., est engagé pour compter du 10 décembre 1956 en qualité de moniteur journalier de l'Enseignement Officiel au salaire mensuel de 6.030 francs (2^e catégorie, Echelle A) et affecté à Tchavadé (Cercle de Sokodé), en remplacement numérique de M. Wilson Gilbert, moniteur journalier, démissionnaire.

N° 57/MIP du :

17 décembre 1956. — Mme Sossou Berthe, titulaire du C.E.P.E., est engagée en qualité de

monitrice suppléante au salaire mensuel de 6.030 francs pour la période allant du 3 décembre 1956 au 31 janvier 1957 inclus, en remplacement de Mme Lawson Constance, titulaire d'un congé de maternité de 2 mois par décision N° 187-D/PM-FP du 22 novembre 1956.

Mme Sossou est affectée à Vogau filles (Cercle d'Anécho).

Mlle Hounkpati Madeleine, titulaire du C.E.P.E., est engagée en qualité de monitrice suppléante au salaire mensuel de 6.030 francs pour la période allant du 3 décembre 1956 au 31 janvier 1957 inclus, en remplacement de Mme Akoueley Cyprienne, titulaire d'un congé de maternité de 2 mois par décision N° 186-D/PM-FP du 22 novembre 1956.

Mlle Hounkpati est affectée à Zébévi (Cercle d'Anécho).

Mlle Agbodjan Claire, titulaire du C.E.P.E., est engagée en qualité de monitrice suppléante au salaire mensuel de 6.030 francs pour la période allant du 3 décembre 1956 au 31 janvier 1957 inclus, en remplacement de Mme Akué Bernadette, titulaire d'un congé de maternité de 2 mois.

Mlle Agbodjan est affectée à Sanguéra (Cercle de Lomé).

N° 39/D/MIP du :

17 décembre 1956. — M. Adikey William, titulaire du C.E.P.E., est engagé en qualité de moniteur suppléant au salaire mensuel de 6.030 francs pour la période allant du 3 décembre 1956 au 21 décembre 1956 inclus, en remplacement de M. Shneider Ernest, hospitalisé pour intervention chirurgicale.

M. Adikey est affecté à l'Ecole de Palimé.

Engagements

N° 54/MIP du :

12 décembre 1956. -- Le nommé Vodougbe-Foli Godfried est engagé en qualité de planton permanent au salaire mensuel de 5.040 frs., première catégorie échelle A, pour compter du 12 novembre 1956, pour servir au Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique.

La dépense correspondante est imputable au budget local, chapitre 5 article 3 paragraphe 1.

N° 55/MIP du :

12 décembre 1956. -- Le nommé Amouzou Benoit est engagé en qualité de commis journalier permanent au salaire mensuel de 6.030 frs., 2^e catégorie, échelle A, pour compter du 12 novembre 1956 pour servir au Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique.

La dépense correspondante est imputable au Budget local, chapitre 5 article 3 paragraphe 1.

Titularisation

N° 31/PM/MIP du :

17 décembre 1956. — Mme Ywassa, née Dweggah Philomène, Institutrice adjointe stagiaire du cadre local supérieur, est titularisée dans ses fonctions en qualité d'Institutrice adjointe de 6^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Reprise de service

N° 53/MIP du :

6 décembre 1956. -- Est constatée pour compter du 13 octobre 1956, la reprise de service de Mme Morand née Fichou Marie, Professeur licenciée de 4^e échelon du C.L.S. de l'Enseignement du second degré, de retour de congé scolaire par l'avion du 13 octobre 1956, en qualité de professeur au Lycée Bonmecarrère de Lomé.

Prolongation de services

N° 58/MIP du :

17 décembre 1956. -- Le service de Mlle Goeh Véronique engagée en qualité de monitrice suppléante au salaire mensuel de 6.030 francs par décision n° 35-D/MIP du 13 novembre 1956 pour la période du 5 novembre 1956 au 30 novembre 1956 est prolongé pour une nouvelle période allant du 1^{er} décembre 1956 au 23 février 1957 inclus, en remplacement de Mme Lawson Régine, titulaire d'un congé de maternité de 14 semaines selon décision n° 139-D/MP-FP du 13 novembre 1956.

Mlle Goeh Véronique reste affectée à Séko (Cercle d'Anécho).

C. A. P.

N° 30/PM/MIP. du :

17 décembre 1956. -- Sont admis définitivement à l'examen du Certificat d'Aptitude Pédagogique pour la session 1956, les instituteurs dont les noms suivent :

Ameganvi Louis, en service à Palimé
Dravie Ferdinand, en service à Attibogon (Anécho)
Géraldo Nassirou, en service à Lomé
Gruener Hans, en service à Lomé
Maboudou Richard, en service à Kabou (Bassari)
Odjo Antoine, en service à Kandé
Panou Pierre, en service à Glidji (Anécho).

Brevet élémentaire

N° 33/PM/MIP du :

18 décembre 1956. -- Sont déclarés admis à l'examen du Brevet Elémentaire 1^{re} et 2^e sessions 1956 les candidats dont les noms suivent et par ordre de mérite :

1^{re} session 20 juin 1956**Centre de Lomé**

Noumon Joseph	Mensah Augustin
Kpadonou Jérémie	Messé André
Nonnonhou Antoine	Lawson Cyrille
Alansi Louis	Kuakuyi Athanase
Amah Séverin	Hounsinnou René
de Meideros Sophie	Akakpo Gabriel
Kadja Germain	Amehamé Honoré
Mensah Nathaniel	Kponsou Raphaël
Tchamdja Paul	

Centre d'Atakpamé

Gnamey Kokou Benoît	Gnufam Mama
Sangronio Joséphine	Kombaté Adamou
Quadjovie A. Basile	Kacanou K. Prosper
Aithnard Mathias	Agbodjan Georges
Dossouvi Severin Anoumou	Wilson Walter Messan
Acolatsé Charles	Adama Benjamin Adadévi
Abiassi A. Narcisse	Djobo Dermann
Noukpoapé Amouzou	Agnekolomé Mewa

Centre de Sokodé

Memeng Issaka Etienne	Eklou Eugène
Ayivi Ignace	Bekoutaré K. Roger
Kamassah Emmanuel	Chitou Lassissi

2^e session du 8 octobre 1956**Centre de Lomé**

Avognon Kokou Damasc	Agbogon Michel Kokou
Zotchi Martin	Mensadey François
Agossou Gabriel	Gnrofoun Bruno Kokou
Agbodjan Joseph	

Centre de Sokodé

Kpotufé Benjamin	Aholou Paul
------------------	-------------

Aide scolaire

N° 29/MIP du :

15 décembre 1956. — Une aide scolaire d'un montant de 50.000 francs CFA (Cinquante mille francs CFA), est accordée pour l'année scolaire 1956-57 à M. Quashie William, étudiant en France, s/c de M. Folly André, 15, rue Jean Beausire Paris 3^e.

La dépense résultant du paiement de cette aide sera imputée au Budget Local du Togo, Exercice 1956, Chapitre 41, Article 1, Paragraphe 2.

Démission

N° 60/D/MIP. du :

17 décembre 1956. — Est acceptée pour compter du 1^{er} décembre 1956, la démission de son emploi offerte par M. Wilson Gilbert, moniteur journalier de l'Enseignement Officiel, en service à Tchavadé (Cercle de Sokodé).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS**Mutation**

Par décision du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Eaux et Forêts :

N° 29/MA/EL. du :

14 décembre 1956. — L'Infirmier-Vétérinaire adjoint de 1^{er} échelon, Tayédé Assoumanou en service à Lomé, est muté à Lama-Kara à la disposition du Chef de la Circonscription d'Élevage, en remplacement de l'Infirmier-Vétérinaire Alia Aurélien, admis à l'École des Assistants d'Élevage de Bamako.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} décembre 1956.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES**Commission**

Par arrêté du Ministre du Travail et des Affaires Sociales :

N° 13/MTAS. du :

7 décembre 1956. — Les dispositions de l'arrêté n° 12/MTAS du 22 novembre 1956 sont abrogées en ce qui concerne la représentation des membres titulaires et des membres suppléants désignés par le Scimpex.

La représentation du Scimpex auprès de la Commission Consultative du Travail est fixée comme suit pour une année à compter du 22 novembre 1956.

REPRÉSENTATION DU SCIMPEX**Membres Titulaires**

MM. Gougeaud
Lahetjuzan

Membres Suppléants

MM. Borde
Potier

désignés par le Scimpex

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

ARRETE N° 74/MEP. du 22 novembre 1956 portant création d'une Caisse d'Avance.

Le ministre de l'Économie et du Plan,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 fixant la répartition des compétences;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et tous les actes modificatifs subséquents;

Vu la lettre n° 1294 du 22 novembre 1956 du chef du service de l'Élevage par intérim;

Vu les disponibilités budgétaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du Service de l'Élevage une Caisse d'Avance destinée à permettre l'achat à l'extérieur du Territoire, le transport, le règlement des frais accessoires (solde de chauffeur, solde de bouviers, frais divers) de bovins N'Damas nécessaires à l'amélioration du cheptel bovin du Togo.

ART. 2. — Cette Caisse d'avance sera alimentée au moyen d'avance renouvelable d'un maximum d'un million (1.000.000) mandaté sur les Crédits F.I.D.E.S. Amélioration du bétail - Constitution des noyaux d'Élevage.

ART. 3. — Le Régisseur de la Caisse d'Avance sera désigné par décision et justifiera, dans les formes réglementaires, les paiements effectués.

ART. 4. — Le Trésorier-Payeur, le Directeur des Affaires Économiques et du Plan, Ordonnateur Délégué du Budget du F.I.D.E.S. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1956.

L. CHRISTOPHE.

Nomination

Par décision du ministre de l'Économie et du plan :

N° 75/D/MEP. du :

22 novembre 1956. — M. Desport Régis, Vétérinaire Inspecteur de 2^e classe, 1^{er} échelon, Chef du Service de l'Élevage p.i. en service à Lomé, est nommé Régisseur de la Caisse d'Avance créée à Lomé par arrêté n° 74/MEP du 22 novembre 1956.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Affectations

Par décisions du ministre de la Santé Publique :

N° 27/D/MSP du :

11 décembre 1956. — La sage-femme africaine de 1^{re} classe Becker Sophie en service à l'Hôpital de Tokoin, est affectée à la Polyclinique de Lomé.

N° 28/D/MSP du :

11 décembre 1956. L'infirmière adjointe de 1^{er} échelon, Tsaisou Francisca, en service à l'Hôpital de Tokoin, est affectée à la Subdivision Sanitaire de Palimé, en remplacement numérique de l'infirmière principale Wood Anna, appelée à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet pour compter du 20 décembre 1956.

N° 29/D/MSP du :

11 décembre 1956. — Le Sous-Lieutenant d'Administration Blanchet René, mis à la disposition du Ministre de la Santé, est affecté à Lomé en qualité d'adjoint administratif du Directeur de la Santé Publique du Togo, en remplacement du Lieutenant d'Administration Rauzy en instance de rapatriement.

Il est en outre nommé :

1) — Gestionnaire de l'Hôpital de Lomé et Régisseur de la Caisse d'avance de cet établissement.

2) — Dépositaire Comptable du matériel en service dans les diverses formations sanitaires du Territoire.

3) — Gestionnaire du magasin de matériel du service de santé du Togo.

Le Sous-Lieutenant d'Administration Blanchet aura droit aux indemnités de responsabilité afférentes à ces fonctions.

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Recrutements

N° 5/D/MInfo. du :

21 novembre 1956. — M. Boccovi Patrice est recruté en qualité de chauffeur journalier au Ministère de l'Information et de la presse.

M. Boccovi Patrice aura droit à un salaire de 6.030 francs, 2^e Catégorie, Echelle « A » imputable au Budget Local.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1956.

N° 7/D/MInfo. du :

23 novembre 1956. — Mlle. Martelot Delphine est recrutée en qualité de dactylographe journalière au Ministère de l'Information et de la presse.

Mlle. Martelot Delphine aura droit à un salaire de 6.030, 2^e Catégorie, Echelle « A » imputable au Budget Local.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} novembre 1956.

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS

ARRETE N° 808-56/C du 10 décembre 1956 promulguant au Togo la loi n° 56-1148 du 15 novembre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la lettre ministérielle n° 9791/AP/4 du 30 novembre 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée au Togo la loi n° 56-1148 du 15 novembre 1956 modifiant l'article 640 du code d'instruction criminelle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 décembre 1956.

J. BÉRARD.

LOI N° 56-1148 du 15 novembre 1956 modifiant l'article 640 du code d'instruction criminelle.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré;

L'Assemblée nationale a adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 640 du code d'instruction criminelle est ainsi modifié :

« L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue; cette prescription s'accomplit selon les distinctions spécifiées en l'article 637 ».

ART. 2. — La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 novembre 1956.

René COTY

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres;

Guy MOLLET

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice,

François MITTERRAND.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

ARRETE N° 805-56/C du 4 décembre 1956 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 19 novembre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo l'arrêté interministériel en date du 19 novembre 1956 fixant l'échelonnement indiciaire des chefs de division et attachés de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 décembre 1956.

Pour le Haut-Commissaire en mission, le Secrétaire Général chargé de l'expédition des affaires courantes,

J. RIGAL.

ARRETE interministériel du 19 novembre 1956 fixant l'échelonnement indiciaire des chefs de division et attachés de la France d'Outre-Mer.

Le ministre de la France d'Outre-Mer, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique.

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, ensemble les décrets n° 51-509 et 51-510 du 5 mai 1951, pris pour l'application de ladite loi;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, modifié et complété par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949;

Vu le décret n° 56-809 du 9 août 1956 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-1104 du 29 octobre 1956 modifiant le classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — L'échelonnement indiciaire des chefs de division attachés de la France d'Outre-Mer est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES, CLASSES, ÉCHELONS	INDICES	INDICES
	NETS	BRUTS
Chef de division de classe exceptionnelle :		
2 ^e échelon	550	750
1 ^{er} échelon	500	655
Chef de division :		
3 ^e échelon	480	635
2 ^e échelon	455	595
1 ^{er} échelon	430	560
Attaché de classe exceptionnelle :		
échelon unique	450	585
Attaché de 1 ^{re} classe :		
2 ^e échelon	430	560
1 ^{er} échelon	410	530
Attaché de 2 ^e classe :		
4 ^e échelon	390	500
3 ^e échelon	370	470
2 ^e échelon	350	445
1 ^{er} échelon	330	415
Attaché de 3 ^e classe :		
5 ^e échelon	315	390
4 ^e échelon	300	370
3 ^e échelon	275	335
2 ^e échelon	250	300
1 ^{er} échelon	225	265
Attaché Stagiaire :		
échelon unique	200	230

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République française et sera inséré au *Bulletin Officiel* de la France d'Outre-Mer.

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

Pour le ministre de la France d'outre-mer,
et par délégation :

Le directeur du cabinet
G. SPENALE.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation :

Le conseiller technique :

YVES MALECOT

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique, et par délégation :

Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET

ARRETE N° 809-56/C du 10 décembre 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-1216 du 23 novembre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 susvisée;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 56-1216 du 23 novembre 1956, modifiant le décret n° 54-898 du 1^{er} septembre 1954 portant attribution d'une indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires et gardes de nuit aux fonctionnaires du corps des chiffreurs en service dans les territoires relevant des ministères de la France d'Outre-Mer et des affaires étrangères (relations avec les Etats associés).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 décembre 1956.
J. BÉRARD.

DECRET N° 56-1216 du 23 novembre 1956 modifiant le décret n° 54-898 du 1^{er} septembre 1954 portant attribution d'une indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires et gardes de nuit aux fonctionnaires du corps des chiffreurs en service dans les territoires relevant des ministères de la France d'outre-mer et des affaires étrangères (relations avec les Etats associés).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires étrangères, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique;

Vu le décret n° 54-898 du 1^{er} septembre 1954 portant attribution d'une indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires et gardes de nuit aux fonctionnaires du corps des chiffreurs en service dans les territoires relevant des ministères de la France d'outre-mer et des relations avec les Etats associés;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1956, les taux des indemnités fixés à l'article 1^{er} du décret n° 54-898 du 1^{er} septembre 1954 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Chiffreurs en chef 50.000 F.
Chiffreurs principaux 38.000
Premiers chiffreurs et chiffreurs titulaires 28.000

Les autres dispositions du décret du 1^{er} septembre 1954 précitées ne sont pas modifiées.

ART 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires étrangères, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 23 novembre 1956.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer

Gaston DEFFERRE.

*Le ministre des affaires sociales,
ministre des affaires étrangères par intérim,*

Albert GAZIER.

Le ministre des affaires économiques et financières,

Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,*

Pierre MÉTAYER.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

Tableau d'avancement

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 12 novembre 1956 :

Sont inscrits, pour l'année 1956, au tableau d'avancement du Personnel du cadre supérieur des Aides-Conducteurs et Aides-Préparateurs de Laboratoire de l'Agriculture et du Conditionnement des Produits de l'Afrique Occidentale Française :

*Pour le grade d'Aide-Conducteurs et
Aide-Préparateur principal de 1^{er} échelon :*

MM. Akakpo Léonard à compter du 1^{er} janvier 1956

Akakpo Kodjo à compter du 1^{er} janvier 1956.

Passage à l'échelon supérieur

Par décision du Haut-Commissaire de la République Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 12 novembre 1956 :

Est constaté le passage aux échelons supérieurs de solde tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté des Greffiers dont les noms suivent :

NOMS ET PRÉNOMS	SITUATION PRÉCÉDENTE	ECHELONS ACCORDÉS DANS LE GRADE	Ancienneté conservée	R.S.M.
M. Albertini Pasquin actuellement en congé, précédemment en service à Atakpamé (Togo)	Gref. de 2 ^o cl. 2 ^o éch. A.C. du 6 août 1954 A.C. : néant R.S.M. : 2 mois 26 jours	Gref. de 2 ^o cl. 3 ^o éch. p.c. du 11 mai 1956.	Néant	épuisés

Saïé

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 20 novembre 1956 :

Ont obtenu le diplôme de fin d'études par ordre de mérite, au titre de l'année 1956, les élèves de l'Ecole de Sages-Femmes Africaines dont les noms suivent :

NOMS ET PRÉNOMS	TERRITOIRE D'ORIGINE	MENTION
Coco, Mélanie, Michèle	Togo	Bien

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Justice

N° 804-56/AP du :

3 décembre 1956. — Sont nommés assesseurs de coutume locale ou musulmane indigène près le Tribunal de Première Instance de Lomé :

PROPOSITIONS POUR LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LOMÉ

COUTUME	NOMS ET PRÉNOMS DES ASSESSEURS	AGE	PROFESSION	ADRESSE
<i>Titulaires</i>				
Ewé	Adjallé Joseph Eklou	49 ans	Chef de canton	Amoutivé Lomé
Ahoulan	Occansey Ludwig	69 ans	Planteur	Rue Amoutivé
Nago	Moussé Géraldo	77 ans	Notable-Imam	Rue Haoussa
Fon	Kinmakon Victor	58 ans	Fonctionnaire	Quartier Doulassamé
Mina	Mensah Albert Tonyéviadji			Rue N.-Dame des Apôtres
Pla-Pédah	Pognon Michel	62 ans	Fonctionnaire en retraite	Rue Alsace-Lorraine
<i>Suppléants</i>				
Ewé	Hunkpetor William	59 ans	Propriétaire	Sanguéra
Ahoulan	Amekpodi Francis Comlanvi	54 ans	Commerçant	Kodjoviakopé
Nago	Pindra Félix	57 ans	Fonctionnaire	Quartier Nagokomé
Fon	Akakpo Emmanuel	58 ans	Notable	Nyékonakpoé
Mina	Creppy Robert	69 ans	Planteur	Nyékonakpoé
Pla-Pédah	Afanou Motcho	59 ans	Propriétaire	Nyékonakpoé

Forces de Police

N° 806-56/CGC du :

5 décembre 1956. — Le garde de 2^e échelon Toédré Laré, Mle. 1529, du peloton de Mango, est proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 et rayé des contrôles actifs du corps des Gardes Cercles du Territoire pour compter du 1^{er} janvier 1957.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**PUBLICATION LÉGALE**

Société J. HEUDEBERT & Cie
et Société Africaine de Représentations
Industrielles Réunies

HEUDEBERT-SARI

Société Anonyme ayant son siège social à Abidjan
(Côte d'Ivoire) R. C. Grand Bassam n° 2.323

Au capital de 60 millions de francs C.F.A.,
porté à 82.500.000 francs C.F.A., par voie :

a) d'absorption, à titre de fusion de la société « J. Heudebert et Cie » société anonyme au capital de 22.500.000 francs CFA dont le siège social est à Dakar (Sénégal) 36, rue de Thèze, immatriculée au registre de commerce de Dakar, sous le n° 281.

b) d'apport pur et simple effectué par la Compagnie de Construction mécanique Procédés Sulzer, société anonyme au capital de 1.500.000.000 francs, dont le siège social est à Paris (V^e), 19, rue Cognac Jay.

I. Suivant acte sous seing privé en date du 25 septembre 1956, les sociétés « J. Heudebert et Cie » et Société Africaine de représentations industrielles ont établi une convention de fusion, par voie d'absorption de la société « J. Heudebert et Cie » par la société de représentations industrielles, réalisée au moyen d'une augmentation de capital de cette dernière société de 18 millions de francs CFA, par l'émission de 3.600 actions de 5.000 francs CFA chacune, entièrement libérées attribuées aux actionnaires de la société « J. Heudebert et Cie ».

La société « J. Heudebert et Cie » a fait apport de tous les éléments de son actif, savoir :

Biens immobiliers

Terrain situé à Abidjan sis au Km 4 — Petit Bassam d'une superficie de 2.295 m², d'une valeur de Frs. CFA 2.295.000

Immeubles :

Construction de 2 pavillons à Abidjan au Km 4 — Petit Bassam

1 hangar couvert à Abidjan au Km 4 — Petit Bassam

1 hangar métallique construit à Dakar, 36, rue de Thèze construit sur terrain d'autrui y compris le matériel réputé immeuble par destination le tout évalué à 861.160

Biens mobiliers

Les établissements industriels et commerciaux exploités à Dakar, 36, rue du Docteur Thèze à Abidjan, route de Port Bouet Km 4 à Douala (Cameroun)

comprenant le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, le droit pour le temps qui en reste à courir des baux, les marques de commerce, les dessins et modèles et pièces comptables le tout évalué à la somme de Frs. CFA. 200.000

Le matériel, non réputé immeuble par destination les objets mobiliers servant à son exploitation, d'une valeur totale de . . . — 2.257.714

Les marchandises et approvisionnements se trouvant dans les établissements ci-dessus désignés d'une valeur totale de — 21.042.194

Les créances commerciales représentant une valeur totale de . . . — 36.864.553

Un portefeuille de titres représentant une valeur totale de . . . — 45.000

Un montant de cautionnement s'élevant à . . . — 119.650

Des espèces en caisse et en dépôt à vue tant dans les banques qu'aux chèques postaux s'élevant à . . . — 13.319.459

Soit au total des apports d'une valeur de . . . Frs. CFA. 77.004.730

Ces apports ont été faits, à la charge par la Société Africaine de représentations industrielles de payer en l'acquit de la société « J. Heudebert et Cie », le passif de cette société s'élevant à . . . — 51.110.510

De telle sorte que les apports de la société « J. Heudebert et Cie » à titre de fusion, représentant une valeur nette de . . . Frs. CFA. 25.894.220

La Société Africaine de représentations industrielles aura la propriété et la jouissance des biens et droits compris dans l'apport qui précède à compter du jour où cet apport sera devenu définitif.

Mais les résultats actifs et passifs dont ces biens et droits font l'objet seront pour le compte exclusif de la société absorbante à compter du 1^{er} janvier 1956.

Cette convention a été établie sous réserve de son approbation par les assemblées générales extraordinaires des sociétés « J. Heudebert et Cie » et la Société Africaine de représentations industrielles.

Il a en outre été stipulé que ladite convention produirait son plein effet dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société Africaine de représentations industrielles, effectuée au titre de la fusion.

II. Suivant acte sous seing privé en date du 25 septembre 1956 la Compagnie de Construction mécanique-Procédés Sulzer, a fait apport pur et simple à la Société Africaine de représentations industrielles d'un bâtiment sis à Abidjan, rémunéré au moyen d'une augmentation de capital de cette dernière société de 4.500.000 francs CFA, par l'émission de 900 actions de 5.000 francs CFA chacune entièrement libérées attribuées à la Compagnie de Construction mécanique-Procédés Sulzer.

III. La convention de fusion a été approuvée le 12 octobre 1956 par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « J. Heudebert et Cie », qui a décidé que la société se trouverait dissoute de plein droit, par le seul fait et à partir du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital au titre de la fusion.

IV. La convention de fusion et le contrat d'apport pur et simple ont été approuvée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société Africaine de représentations industrielles, réunie le 15 octobre 1956.

Sous réserve de la vérification des apports effectués par la société « J. Heudebert et Cie » au titre de la fusion et par la Compagnie de construction mécanique-Procédés Sulzer, au titre de l'apport pur et simple, cette assemblée a décidé d'augmenter le capital de 22.500.000 francs CFA dans les conditions sus-indiquées, avec jouissance au 1^{er} janvier 1956.

Elle a en outre, nommé un commissaire chargé d'apprécier la valeur des apports en nature effectués au titre de la fusion et du contrat d'apport pur et simple, et la cause des avantages particuliers pouvant en résulter et de présenter un rapport à une assemblée subséquente.

V. Cette dernière assemblée générale extraordinaire, réunie le 2 novembre 1956 a :

adopté les conclusions du rapport du commissaire aux apports et approuvé définitivement les apports en nature effectués au titre de la fusion et de l'apport pur et simple, ainsi que les attributions des actions créées en rémunération de ces apports.

déclaré l'augmentation de capital de 22.500.000 francs CFA définitivement réalisée et constatée :

que la fusion était ainsi devenue définitive, et que la société « J. Heudebert et Cie » se trouvait de plein droit, dissoute à ladite date du 2 novembre 1956 :

apporté aux statuts de la société diverses modifications dont il est extrait littéralement ce qui suit :

Article 3. Dénomination

La Société prend la dénomination de :

« Société J Heudebert et Cie et Société Africaine de représentations industrielles réunies » en abrégé « Heudebert-Sari ».

Article 6. Capital

Le capital social est fixé à la somme de quatre vingt deux millions cinq cent mille francs CFA. Il est divisé en seize mille cinq cents actions de cinq mille francs CFA chacune réparties de la manière suivante :

douze mille actions souscrites et libérées en numéraire trois mille six cents actions, attribuées aux actionnaires de la société anonyme « J. Heudebert et Cie », en rémunération de l'apport-fusion effectué par cette société

neuf cents actions attribuées à la Compagnie de Construction mécanique-Procédés Sulzer, en rémunération de son apport pur et simple.

Il a été déposé le 17 décembre 1956 au Greffe du Tribunal Civil de Lomé deux copies certifiées conformes des procès-verbaux de l'Assemblée Générale Extraordinaire sus-visée et de la première réunion du Conseil d'Administration.

Premier avis

Comme conséquence de l'apport des fonds de commerce de la Société « J. Heudebert et Cie », résultant des actes et délibérations précitées, le délai de un

mois réservé aux créanciers de la Société « J Heudebert et Cie », pour faire une déclaration de créance au Greffe du Tribunal de Grand Bassam, par application de la loi du 17 mars 1909 commencera à courir du jour de la deuxième insertion.

Pour extrait et mention.
Le Conseil d'Administration

AVIS DE PERTE

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier 1.310 du Territoire du Togo appartenant à M. Dekou Abotsi Simon, du village de Kouma-Apoti.

Pour première insertion.

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 211 de Lomé, appartenant au feu Alfred Q. Amekugec.

Pour deuxième insertion conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

Pour deuxième insertion.

*
*
*

Avis est donné, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte du Titre Foncier n° 616 du Cercle de Lomé, appartenant à M. John Daisu Waklatsi, alias Waklati.

Pour première insertion.